

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Situation et débats politiques (France) > **Nous voulons que ça change, et que ça change vraiment. Il y a urgence !**

Nous voulons que ça change, et que ça change vraiment. Il y a urgence !

lundi 11 septembre 2006, par [CINPRAGCC](#) (Date de rédaction antérieure : 10 septembre 2006).

Collectif d'initiative national pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes : texte adopté par la réunion nationale des collectifs unitaires et populaires à Saint Denis (93), le 10 septembre 2006.

Cela fait trop longtemps que durent le chômage de masse, la précarité, le démantèlement social, les atteintes aux libertés, les inégalités en particulier entre les hommes et les femmes, les discriminations de toutes sortes. Les politiques libérales ne servent que les intérêts d'une minorité et ont des conséquences très négatives pour la majorité des personnes, et particulièrement pour les femmes. Ces politiques, mise en oeuvre de la mondialisation libérale, aggravent les inégalités entre les peuples, menacent la paix mondiale et mettent en péril l'avenir de l'humanité par la dégradation générale de notre écosystème.

Depuis cinq ans la droite au pouvoir mène une offensive sans précédent. Le gouvernement n'a cessé d'être sanctionné par le peuple, mais n'a jamais voulu tenir compte de la volonté populaire qui s'exprime majoritairement contre le libéralisme. Il a même aggravé sa politique comme en témoigne son projet de privatiser GDF. Cet acharnement à gouverner contre le peuple entraîne un véritable état d'urgence politique. Aujourd'hui, la droite veut obtenir un nouveau mandat à la présidence et à l'Assemblée, pour amplifier la destruction du modèle social hérité de la Libération et des grandes conquêtes sociales, une politique lourde de dangers pour les droits et les libertés. Nous le refusons. Tout comme nous refusons et combattons la politique et le racisme de l'extrême droite. Il est urgent de battre la droite et l'extrême-droite et d'ouvrir une nouvelle voie à gauche autour d'une politique qui réponde enfin aux attentes populaires.

Militantes et militants politiques, syndicaux, associatifs, et plus largement citoyens engagés, nous avons été ensemble ces dernières années dans les luttes contre les offensives de la droite et du patronat. Nous avons mené ensemble la campagne pour le Non de gauche au traité constitutionnel européen, en contribuant à une dynamique commune des forces antilibérales qui a permis la victoire du 29 mai. Ce rassemblement, cette victoire expriment un espoir : elles appellent une perspective politique à la hauteur.

1 - Battre la droite - Ouvrir une autre voie à gauche

Nous voulons répondre aux aspirations populaires à vivre mieux exprimées par ces luttes et par cette victoire. Pour cela notre objectif est de battre la droite et l'extrême droite. Il est que la gauche gagne et qu'une vraie politique de gauche soit mise en oeuvre, ce qui implique de rompre avec le libéralisme et d'ouvrir une perspective nouvelle de transformation sociale, environnementale et démocratique..

Depuis des années, la gauche est traversée par deux orientations contradictoires qui se sont

notamment exprimées à l'occasion du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen : l'une, sociale-libérale, d'acceptation et d'adaptation au libéralisme et à la mondialisation capitaliste ; l'autre en rupture avec le libéralisme et porteuse de propositions de transformation sociale et démocratique, et d'un projet de développement qui rompt avec le gaspillage lié à la course au profit. C'est cette orientation alternative que nous voulons faire vivre et développer pour qu'elle devienne majoritaire à gauche et dans le pays. La bataille du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen a montré que seul l'antilibéralisme peut à la fois rassembler une majorité à gauche et mobiliser l'énergie populaire pour le changement. A l'inverse, le social-libéralisme fait obstacle au rassemblement du peuple de gauche, il désespère les catégories populaires et débouche sur l'incapacité puis le renoncement pur et simple à transformer l'ordre des choses.

Un tel changement en profondeur de la donne politique et du rapport de force à gauche est possible. Le libéralisme est rejeté dans les luttes, les urnes et les sondages : depuis 1981, les majorités législatives sortantes, de droite ou de gauche, ont été systématiquement sanctionnées, de nombreuses luttes de résistance ont eu lieu, notamment en novembre-décembre 1995 (plan Juppé). Le vote du 21 avril 2002 a sanctionné une politique de la gauche au pouvoir qui s'accommode du système, ne règle pas les grands problèmes sociaux et désespère les couches populaires. Les luttes du printemps 2003 (retraites), du printemps 2006 (CPE), les révoltes des quartiers populaires, le vote du 29 mai ont affirmé le besoin d'une remise en cause radicale de la logique du système dominant. Pour ne pas décevoir une nouvelle fois, une politique de gauche doit rompre avec le libéralisme sous toutes ses formes.

Nous voulons gagner, construire une démarche à vocation majoritaire sur un programme de rupture avec le libéralisme et dans ce cadre mettre en œuvre une politique de transformation sociale. Cette politique doit considérer la survie de l'humanité sur la planète et s'affronter aux dérèglements écologiques. Notre objectif est celui d'une alternative vraiment sociale, démocratique, écologique, anti-discriminations : une société basée sur la réalisation des droits humains, la justice sociale, l'égalité entre hommes et femmes, la préservation de l'environnement, la participation citoyenne.

Nous voulons rassembler les forces antilibérales de gauche et créer une dynamique populaire et citoyenne autour d'un projet, d'une stratégie et de candidatures communes aux élections présidentielle et législatives. Nous voulons que les idées de la rupture avec le libéralisme et de l'alternative soient majoritaires à gauche et dans le pays. Nous voulons encourager les mobilisations sociales, appuyer sur elles notre action politique, offrir un débouché politique aux résistances et construire ensemble la transformation sociale.

La Charte des collectifs du 29 mai constitue un socle commun aux différentes forces de la gauche du Non et montre qu'il est possible de porter ensemble des propositions alternatives ambitieuses. C'est un point d'appui à partir duquel nous travaillons à l'élaboration d'un programme apportant des réponses aux exigences populaires. Ces propositions constituent un projet d'émancipation pour l'ensemble de la société. Elles doivent répondre particulièrement à la souffrance sociale ; offrir des perspectives à toutes les victimes des politiques libérales ; mobiliser les couches populaires.

La division des forces antilibérales serait désastreuse. Des millions de nos concitoyens seraient privés d'une représentation politique à la hauteur de leurs attentes. Elle renforcerait l'abstention, le pseudo « vote utile » et la bipolarisation. Elle refermerait l'espace ouvert par le vote du 29 mai et la victoire contre le CPE, boucherait l'espoir d'une alternative et serait un atout pour la droite. Nos responsabilités sont considérables.

Notre objectif est une politique apportant des solutions durables aux grands problèmes de notre société, répondant aux besoins et aux aspirations populaires, donc la constitution d'une majorité et d'un gouvernement de gauche qui mènent une politique de rupture avec le libéralisme et

développent une politique de transformation sociale, environnementale et démocratique.

Nous ne serons pas d'un gouvernement dominé par le social-libéralisme qui, dans sa composition comme dans son projet, ne se donnerait pas les moyens de rompre enfin avec le libéralisme, ne répondrait pas aux attentes. Le Parti socialiste, notamment, a adopté un programme qui tourne le dos à une rupture franche avec le libéralisme. Il est hors de question, pour nous, de négocier sur cette base un contrat de gouvernement dont l'action, décevant une nouvelle fois, déboucherait inéluctablement sur le retour d'une droite plus dure encore. De même, il est hors de question d'accepter l'idée proposée par le PS d'une « fédération de la gauche » autour d'une telle orientation.

Nous mettons en débat dans notre peuple et avec toutes les forces de gauche notre programme politique de rupture avec le libéralisme pour travailler à faire grandir une dynamique populaire en faveur d'un vrai changement. Cette dynamique prendra corps à la condition que les citoyens se reconnaissent dans des propositions fortes répondant à leurs attentes et si celles-ci sont portées par un rassemblement politique crédible. Pour cela, leur participation active aux processus d'élaboration et d'intervention que cela suppose est indispensable.

Nous entendons impulser une dynamique politique nouvelle, un rassemblement durable de toutes les forces antilibérales de gauche, en faisant converger toutes celles et ceux qui luttent pour l'émancipation. Plus cette dynamique prendra de l'ampleur, se traduira dans les urnes en 2007 et changera les rapports de forces à gauche, plus nous créerons les conditions pour que se constitue une majorité pour mettre en oeuvre au gouvernement une politique de rupture avec le libéralisme.

Une telle politique se heurtera aux intérêts des forces et classes dominantes. Elle suscitera leur résistance. Sa réalisation sera le résultat d'un mouvement continu articulant mobilisations sociales et sociétales, débats citoyens et luttes politiques.

Dans le cas où nous ne participerons pas au gouvernement, notre groupe à l'Assemblée ne participera pas à une majorité constituée pour soutenir ce gouvernement, mais votera en faveur de toute disposition législative allant dans le sens des intérêts de la population. Nous utiliserons aussi notre force parlementaire, avec tous ceux qui seront partie prenante de mobilisations sociales, pour faire adopter un certain nombre de mesures positives ou retirer les mesures négatives ; pour faire transcrire notre programme dans la loi et dans les faits. Nous nous réservons d'apprécier et de discuter publiquement la manière dont agissent le gouvernement et sa majorité tout au long de la législature.

A la présidentielle et aux législatives, dans les cas où nos candidats ne seront pas arrivés en tête de la gauche au premier tour, nous nous mobiliserons pour battre la droite et l'extrême droite en appelant à voter pour le candidat de gauche le mieux placé, sans conditions ni négociations d'un accord politique entre les deux tours.

2 - Une campagne unitaire et populaire

Notre campagne commune s'inspirera de celle menée pour le rejet du traité constitutionnel européen ; une campagne de proximité au plus près des citoyennes et citoyens, exprimant et faisant s'exprimer les résistances et les aspirations qui émergent des luttes sociales, cherchant à dépasser la coupure entre mouvement social et réponses politiques. C'est la même dynamique unitaire et pluraliste que nous devons donner à voir dans les entreprises, les quartiers, les universités et les lycées, les meetings, les médias.

Notre campagne devra échapper à la dérive présidentialiste encouragée par les institutions, d'où l'importance du groupe de porte-parole que nous mettrons en place sur la base de l'accord unitaire

conclu, de sa conception, de son rôle et de son travail collectif. Nous lions présidentielle et législatives en une même campagne et démultiplions ainsi les porte-parole.

Développer une dynamique populaire et citoyenne, autour du rassemblement unitaire, des propositions et des candidatures communes, est le levier essentiel pour bousculer la donne à gauche. L'unité des forces antilibérales de gauche est nécessaire pour crédibiliser notre démarche et « donner envie » aux citoyens de s'investir dans cette bataille. Comme lors de la campagne référendaire, c'est l'implication citoyenne qui sera le levier démultiplicateur de notre action.

Nous construisons des collectifs unitaires et populaires comme cadre d'implication des citoyens et outil de la campagne. Unitaires, cela signifie que nous visons à rassembler, sans exclusive, toutes les forces, sensibilités, personnalités, qui rejettent les politiques libérales et aspirent à une alternative (militants communistes, socialistes, d'extrême-gauche, écologistes, alternatifs, altermondialistes, syndicalistes, associatifs, citoyens, etc). Populaires, cela signifie que notre ambition est d'aller au-delà des cercles de militants politiques et d'impliquer des dizaines de milliers de syndicalistes, d'associatifs ou de citoyens qui veulent apporter leur contribution à cette bataille. Nous voulons rassembler dans cette campagne les salarié(e)s et les populations victimes de la précarité, du chômage, des petits salaires, des discriminations et de la dégradation de l'environnement. ; ainsi que toutes celles et tous ceux qui se mobilisent pour un autre développement, respectueux de nos vies, de nos décisions et de notre environnement.

Nous mettons en discussion nos propositions programmatiques auprès du plus grand nombre comme nous avons fait discuter du traité constitutionnel européen. Nous voulons exprimer et faire s'exprimer les résistances et les aspirations qui émergent des luttes sociales. Ces propositions nécessitent une élaboration impliquant l'ensemble des collectifs, par exemple par des conférences nationales sur de grands thèmes. Cette démarche permettra ainsi l'appropriation par toutes et tous de nos propositions communes. Ce n'est que si les citoyennes et citoyens s'emparent de nos (leurs) propositions qu'elles pourront devenir majoritaires dans les urnes.

Notre démarche à vocation majoritaire implique de s'adresser à tous les électeurs et électrices et pas seulement aux cercles déjà convaincus. Nous voulons rassembler une majorité de notre peuple qui ne se retrouve pas dans les politiques libérales. Nous devons dissuader de l'abstention, gagner à nous une large partie de l'électorat socialiste, faire reculer l'influence de l'extrême droite. Le contenu des propositions programmatique et notre type de campagne répondent à cette conception : nous voulons donner à voir une autre politique et les moyens de cette politique que nous désirons mettre en œuvre.

3 - Procédure pour le choix de nos candidats

Pour la présidentielle, notre choix collectif se fera, en fonction de notre projet, de notre stratégie, de nos perspectives.

Par son profil, notre candidature symbolisera l'unité de notre rassemblement, portera le programme décidé en commun et partagera nos perspectives de rassemblement durable. Il ou elle s'inscrira dans un cadre de travail collectif pour la conduite de la campagne au même titre que l'ensemble du groupe des porte-parole, évitant ainsi une conduite présidentialiste.

Il paraît difficile de vouloir trancher cette question par un vote pour départager plusieurs candidats (quel corps électoral ? constitué comment ?). La concurrence et la confrontation poussées au bout nous feraient courir le risque de fractures difficilement réparables.

Il faut débattre pour se convaincre et chercher à bâtir un double consensus : au sein des collectifs et

entre les organisations pour choisir celle ou celui qui incarnera sur le bulletin de vote notre rassemblement. Le choix de notre candidature (au sein d'une équipe pluraliste de porte-parole) interviendra à l'automne en lien avec l'accord unitaire sur le programme, la stratégie, le rassemblement durable.

Aux législatives, nos candidats et candidates, à parité, devront refléter notre diversité (politique, sociale, culturelle, générationnelle.). Ce seront des personnalités enracinées, aux profils rassembleurs, des porte-parole pour notre rassemblement. Ils et elles émaneront le plus souvent des collectifs locaux, avec une harmonisation au plan national pour que les différentes sensibilités soient équitablement représentées.

Nous ne partons pas pour faire un « coup » électoral. L'enjeu est bien plus vaste. Il s'agit de construire un rassemblement durable des forces antilibérales de gauche. Changer la gauche pour que ça change vraiment et durablement !